



Dans le port de Sidi Youssef,  
point d'accès aux îles Kerkennah.

# À Kerkennah, le soupçon migratoire pénalise la population

Dans l'archipel tunisien, les contrôles de la garde nationale pour empêcher l'émigration clandestine se sont intensifiés depuis 2017.

Un dispositif sécuritaire qui entrave la liberté de circuler des habitants et complique les conditions de travail des pêcheurs, déjà dégradées par la pêche illégale. **NADIA ADDEZIO**

**A**lors que le soleil se couche, le ferry s'apprête à quitter le port de Sfax, la deuxième ville de Tunisie. Les premiers passagers montent à bord. Deux agents de la garde nationale circulent sur le quai et contrôlent quelques jeunes au hasard : ils leur demandent leurs papiers, leur font ouvrir leurs bagages, puis les laissent passer. Peu après, le ferry met le cap sur Sidi Youssef, le port d'accès aux îles Kerkennah.

« Je suis parti dans l'espoir d'améliorer mes conditions de vie et celles de ma famille, mais l'Italie nous a renvoyés en Tunisie », raconte Aymen\*, un pêcheur de 35 ans rencontré au port de Kraten, à l'est de l'archipel. Aymen ramasse son filet et le démêle. Il raconte avoir tenté la traversée vers l'île de Lampedusa en 2022 et en 2023. Depuis, dit-il, il n'a plus réussi à mettre son bateau en règle auprès des autorités. Lors de sa première demande d'enregistrement, on lui a demandé d'en changer la catégorie, mais sa requête a finalement été rejetée par les ministères de l'Intérieur et de la Pêche.

Sans licence, le pêcheur se retrouve coincé entre la nécessité de travailler et la crainte de sanctions, contraint de fait à la précarité. « Ma famille est composée de six personnes. Comment puis-je subvenir à leurs besoins avec toutes ces difficultés ? » Les problèmes quotidiens, aggravés par la lourdeur bureaucratique, poussent Aymen à envisager une nouvelle fois la *harga*, la migration clandestine.

Les contrôles récurrents de la garde nationale tunisienne lors des sorties de pêche entravent son activité. Les autorités le soupçonnent, lui comme d'autres pêcheurs, de transporter des migrants à bord de son bateau. Les contrôles à Sfax et à Kerkennah se sont déployés après un pic de départs enregistré à l'été 2017. Selon le ministère de l'Intérieur italien, plus de 6 000 citoyens tunisiens ont atteint les côtes italiennes cette année-là. Mais c'est surtout le naufrage du 8 octobre 2017 qui a marqué un tournant : un bateau avec 87 Tunisiens à son bord a coulé après une collision avec un navire militaire. Trente-huit personnes ont été secourues, les autres sont mortes ou portées disparues. Youssef Chahed, chef du gouvernement de l'époque, s'était rendu à Kerkennah dans la foulée, annonçant la mise en place d'un dispositif de sécurité renforcé. À ce moment-là,

ProGreS Migration Tunisia est entré en vigueur, un projet de 12,5 millions d'euros soutenu par l'Union européenne à travers le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (EU Emergency Trust Fund for Africa), pour assurer la stabilité des flux migratoires. Ces initiatives participent de la stratégie d'externalisation de la gestion des frontières européennes, dont le partenariat migratoire entre la Tunisie et l'Union européenne, signé le 16 juillet 2023, a constitué une étape cruciale. Après la signature de l'accord, les arrivées sur les côtes italiennes ont nettement chuté : de 97 667 en 2023 à 4 861 en 2025.

### La pêche traditionnelle menacée

Non seulement le dispositif de sécurité déployé entre Sfax et Kerkennah entrave la mobilité des Tunisiens, mais il aggrave aussi la crise économique qui frappe l'archipel. « La mer était

Parmi les principaux impacts de la pêche illégale figure la réduction des stocks halieutiques, qui touche aujourd'hui tous les pêcheurs. Par exemple, une présence réduite du poulpe, l'une des espèces emblématiques de l'archipel, avec une baisse de 90 % entre 2018 et 2021, selon une enquête de l'Earth Journalism Network. « Désormais, il n'y a plus de différence entre ceux qui vont en mer et les chômeurs : les uns comme les autres ne peuvent plus se garantir un revenu », précise Zina Jaber, 60 ans, pêcheuse qui se souvient encore de l'époque où la mer de Kerkennah était prospère. Faute de perspectives, émigrer devient une alternative.

Selon plusieurs témoignages locaux, la pêche illégale est également pratiquée par ceux chargés d'en contrôler les infractions : les agents de la garde nationale tunisienne. Les mêmes qui, tout en harcelant ceux qui travaillent légalement lors des sorties de pêche, se font parfois promoteurs, voire passeurs, de la migration irrégulière. Kerkennah n'est plus seulement une bande de terre au milieu de la mer. C'est le lieu où se concentrent les contradictions de la Méditerranée contemporaine.

### Des conséquences sur le tourisme

« Parfois, il est interdit aux jeunes de prendre le ferry pour venir dans l'archipel, même s'ils n'ont rien à voir avec la migration. À certains moments, seuls les habitants de Kerkennah peuvent s'y rendre », raconte Abdelhamid Fehri, historien et fondateur du Musée du patrimoine insulaire El Fehri. Étape touristique pour les voyageurs curieux, le musée a lui aussi subi les conséquences de la sécurisation de Kerkennah. Abdelhamid Fehri évoque des saisons touristiques perdues. « Des petits hôtels ont fermé. Nous mêmes, pendant trois ans, nous ne recevions presque plus de jeunes. Et s'ils ne venaient pas, cela signifiait que leurs familles ne venaient pas non plus. La machine économique était à l'arrêt. » Les restrictions ont ensuite concerné également les visiteurs étrangers, contraints d'annuler leurs réservations. « Nous avons payé très cher quelque chose qui ne se passait pas à Kerkennah », commente l'historien.

Dans ce groupe d'îles, on assiste à ce que le psychopathe Wael Garnaoui appelle une « internalisation des frontières » : « Le contrôle migratoire européen se déplace à l'intérieur de la Tunisie, où les forces de sécurité, renforcées par des financements extérieurs, finissent par contrôler non seulement les migrants, qu'ils soient subsahariens ou tunisiens, mais aussi l'ensemble de la population. » C'est ainsi que vivent les habitants de Kerkennah. Tandis qu'ils essaient de gagner leur vie entre pêche et tourisme, ils se retrouvent confrontés à un système qui les contrôle et, en même temps, les pousse à partir. ●

\* Le prénom a été modifié.

## Le dispositif de sécurité déployé entre Sfax et Kerkennah aggrave la crise économique qui frappe l'archipel.

explique Romdhane Ben Amor, porte-parole du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), « un appareil sécuritaire a été installé à la fois sur l'île et en mer ».

### Gestion des frontières externalisée

Le dispositif en question empêche les habitants de se déplacer librement entre les darses du port de Kraten : la garde nationale patrouille aux abords des plages et des ports, les soupçonne de vouloir emprunter la route migratoire de la Méditerranée centrale. « Nous avons vécu un blocage moral parce qu'ici nous avons l'habitude de vivre libres et en paix », explique Ahmed Souissi, président de l'association Kraten, créée par des pêcheurs et qui soutient le développement durable, la culture et les loisirs à Kerkennah. Incrédule face aux choix adoptés par l'État central, il précise : « La loi nous autorise – au moins nous, Tunisiens – à nous déplacer à l'intérieur de la Tunisie. Mais nous avons le sentiment d'avoir besoin d'un visa pour venir ici. »

En février 2017, le ministre italien des Affaires étrangères de l'époque, Angelino Alfano, et son homologue tunisien, Khemaies Jhinaoui, avaient signé une déclaration conjointe pour renforcer la coopération en matière de gestion des migrations. Par la suite, l'Italie a continué à financer la Tunisie selon une « logique de conditionnalité » : des ressources et des équipements en échange d'un renforcement du contrôle des départs. En 2018, le programme

pour nous une bonne source de subsistance, la pêche est le métier que nous avons hérité de nos grands-parents. Malheureusement, ces dernières années, la mer est devenue presque vide à cause de problèmes comme la pêche illégale, qui a gravement endommagé les ressources marines », explique Ali Souissi, 36 ans. Le métier repose sur la pêche artisanale et des pratiques qui disparaissent peu à peu. Comme la charfiya, une technique de pêche fixe traditionnelle, inscrite en 2020 sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Or les nasses utilisées pour ce type de pêche sont détruites par des bateaux de pêche illégaux, qui pratiquent le chalutage de fond dans des eaux peu profondes, appelé localement kiss (« sac » en arabe). Une pratique interdite par l'ordonnance de 1995 du ministre de l'Agriculture dans le golfe de Gabès, qui s'étend de Sfax à Djerba.

La pêche illégale a été introduite par des armateurs et des investisseurs extérieurs à l'archipel, qui ont vu dans la riche biodiversité de Kerkennah un terrain idéal. Après 2011, année de la révolution du Jasmin, l'augmentation du chômage des jeunes et la hausse du coût de la vie a poussé certaines personnes à y recourir pour ses gains rapides. Si certains pêcheurs artisanaux ont résisté, d'autres se sont au contraire sentis contraints de la pratiquer : reconstruire les charfiya demande du temps et de l'argent qu'ils ne pouvaient pas se permettre d'investir.